

La Capitale,  
1/4/22

## Un rassemblement pour alerter face aux expulsions



Des signes de mécontentement. © D.R.

**Ce jeudi 31 mars, le Front Anti-Expulsion a organisé un rassemblement devant un bâtiment inoccupé à Woluwe-Saint-Lambert afin de faire entendre la voix des personnes expulsées et sans logement fixe.**

Aux fenêtres d'un bâtiment insalubre et inoccupé sur la rue de l'Activité, dans la commune de Woluwe-Saint-Lambert, des banderoles expriment le mécontentement des personnes expulsées venues se rassembler dans le cadre d'un rendez-vous organisé par le Front Anti-Expulsion, ce jeudi 31 mars. Des slogans comme « Woluwe-Saint-Lamentable » ou encore « Devenons expulsables » étaient présentés sur

la devanture de l'immeuble. Sarah de Laet, l'une des membres du collectif « Front Anti-Expulsion », explique les motivations de ce rassemblement par une vague d'expulsions à venir en région bruxelloise. « Un grand nombre de ces expulsions ont eu lieu à la fin du mois de mars et d'autres auront certainement lieu dans les semaines à venir. Mais les expulsions ne résolvent rien car elles ne font qu'empirer une situation sociale déjà compliquée », explique-t-elle. « Tant que des investissements sérieux ne seront pas faits pour régulariser la situation des expulsés, le phénomène s'amplifiera », ajoute-t-elle.

Le Front Anti-Expulsion veut combattre les expulsions aux-

quelles font face certaines personnes, plus vulnérables. « Il y a les dizaines de milliers de personnes sans papiers qui continuent de survivre dans une situation de non droit, en faisant des proies faciles à l'exploitation et aux abus de toutes sortes, sans parler de la menace pour elles d'être contrôlées et placées dans des centres fermés, pour être expulsées. » explique la membre du collectif.

### Séquelles

Depuis plusieurs années, ce genre de situation a engendré des conséquences néfastes sur les personnes victimes d'expulsion, que cela soit sur le plan psychologique ou financier. « L'expulsion est une forme de violence et, face à cela, les personnes les plus sensibles ont vu leur situation se dégrader pendant ces deux ans de pandémie. Par exemple, une mère seule à qui on retire les enfants plutôt que de lui donner accès à un logement adapté est loin d'être une manière convenable de faire les choses », défend Sarah de Laet.

Le collectif entend bien continuer ses actions afin que celles-ci puissent sensibiliser le plus possible les autorités concernées aux quatre coins de la région Bruxelles-Capitale. ■